

Volume 3

Ces jours où le capitalisme s'arrêta...



Révolution et contre-révolution

Février 1848

Février 1848 ; la Monarchie de Juillet est renversée en quelques jours par une mobilisation de masse, à Paris. Juin 1848, le nouveau gouvernement républicain écrase un soulèvement de la classe ouvrière parisienne. Ces deux événements, largement « oubliés » par la bourgeoisie française, pourtant fêrue de commémorations, marquent l'entrée sur la scène historique du socialisme révolutionnaire et de la lutte des classes.

La Monarchie de Juillet. Depuis 1830, Louis-Philippe est roi de France. Il ne sait pas qu'il sera le dernier. Durant son règne, le capitalisme avait commencé à s'implanter solidement en France. Il infligeait des conditions terribles à la jeune classe ouvrière : journées de travail de 11 à 16 h, arbitraire patronal et salaires misérables. Le régime politique, basé sur le suffrage censitaire, réservait le droit de vote aux citoyens payant un certain montant d'impôt. En 1847, il y avait 246 000 électeurs pour 36 millions d'habitants. Face aux demandes d'élargissement du corps électoral, le Président du Conseil, François Guizot, dans une formule cynique mais ô combien démonstrative, avait répondu : « *Enrichissez-vous et vous deviendrez électeurs* » !

Le mouvement ouvrier naît alors, en lien avec les organisations secrètes républicaines. Les idées de Proudhon, théoricien de l'anarchie, du mutuellisme et du fédéralisme, irriguent les esprits... « *La propriété, c'est le vol* »... La classe ouvrière prend conscience de sa condition, et de la nécessité de se battre pour en sortir. De nombreuses insurrections avaient mêlé slogans républicains et revendications sociales ou économiques, comme à Lyon (révolte des Canuts) en 1831 et en 1834. Même la bourgeoisie industrielle, issue du développement récent du capitalisme d'ateliers et d'usines, s'avère largement exclue du gouvernement, accaparé par la bourgeoisie financière, qui spéculé sur les marchés publics.

La Révolution de Février. En 1847, le pays souffre d'une situation économique désastreuse. L'hiver rigoureux entraîne une mauvaise récolte, le prix du blé explose et la disette progresse. Dans le même temps, une crise de surproduction fait flamber le chômage et s'effondrer la bourse, minée par la spéculation. La misère augmente et la contestation s'intensifie. Face à cette situation, l'opposition légale, bourgeoise, réclame une réforme du régime. Elle organise toute une série de « banquets », qui sont autant de meetings politiques déguisés, pendant que les émeutes ouvrières se multiplient. Lorsque Guizot interdit la tenue d'un grand ban-

quet, prévu le 22 février 1848, des manifestations secouent Paris, réunissant ouvriers, étudiants et artisans. Le 23 février, l'armée ouvre le feu, tuant cinquante manifestants. Le soir même, des armureries sont pillées, des barricades érigées et des unités de la Garde Nationale passent du côté des révoltés. La manifestation en faveur du banquet interdit devient Révolution.

Le pouvoir de Louis-Philippe se désagrège rapidement ; ses ministres fuient et son armée se délite. Le 25 février, alors que les parlementaires bourgeois hésitent sur la conduite à adopter et s'orientent vers le maintien d'une monarchie « libéralisée », c'est le peuple en arme qui vient les contraindre à proclamer un gouvernement provisoire républicain, qui se trouve d'office entre les mains de la bourgeoisie.

La République « sociale ». Toute la révolution de 1848 est résumée dans cet épisode : la bourgeoisie industrielle ne voulait pas d'une révolution, se contentant de réformes l'associant au pouvoir, alors que la classe ouvrière espérait que la nouvelle République abolirait la misère et l'exploitation. Sous la pression ouvrière, le gouvernement confie néanmoins au socialiste Louis Blanc et à « l'ouvrier Albert » une commission chargée de rechercher les moyens « d'améliorer » la situation des « travailleurs ». Mais elle ne dispose d'aucun budget. En acceptant cette mascarade, Louis Blanc devient un bouclier protégeant le gouvernement contre les travailleurs. Il maintient l'illusion d'une République « sociale ». Parodiant les « ateliers sociaux » coopératifs dont rêvait Louis Blanc, le gouvernement met en place des « ateliers nationaux » qui fournissent aux chômeurs parisiens un emploi dans les travaux publics. Plus de 100 000 hommes intègrent ces ateliers, devenus leur unique moyen de subsistance.

La paysannerie, soit l'immense majorité de la population française, est très vite hostile au régime, qui crée de nouveaux impôts pour rembourser les dettes contractées précédemment. Pour le paysan, le Paris révolutionnaire devient synonyme de misère accrue. La bourgeoisie et

les notables en profitent, montant les pauvres des campagnes contre les pauvres des villes. D'autant plus que le suffrage universel, nouvellement proclamé, fait des paysans les arbitres de la vie politique. Les travailleurs de Paris, qui en sont conscients - et toujours armés depuis les affrontements de février - tentent de repousser l'élection de l'Assemblée Constituante, le temps que le véritable programme des républicains « avancés » et des socialistes puisse être connu dans les campagnes. Mais chacune de leurs initiatives se heurte au gouvernement. Le 16 avril, une manifestation pour le report des élections est dispersée par la force, sans que Louis Blanc, garant de la classe ouvrière, quitte le gouvernement.

Un des phénomènes les plus frappants de la République de 1848, c'est le ralliement des monarchistes, qui cherchent auprès du gouvernement une protection contre le peuple. Les élections du 23 avril permettent à ces « républicains du lendemain » et aux républicains modérés de noyer sous leur nombre les « républicains de la veille » : ils emportent près de 600 sièges sur 880.

Les journées de juin et le règne de « l'ordre ». Dès le lendemain des élections, le gouvernement expulse de ses rangs Louis Blanc et Albert. Il multiplie les provocations. Le 15 mai, une manifestation pour l'aide à la Pologne révolutionnaire envahit l'Assemblée et tente de proclamer un nouveau gouvernement composé de républicains « avancés ». La répression violente décapite le mouvement ouvrier.

La révolution de 1848 eut une conséquence fondamentale : le mouvement ouvrier acquit son indépendance vis-à-vis du mouvement républicain bourgeois. La prétendue « fraternité » républicaine et les intentions « universalistes » n'y résisteront pas. Les premiers mois de la II^e République avaient en effet montré qu'aucun gouvernement ne peut satisfaire les intérêts de classes sociales opposées. La bourgeoisie vit en asservissant les salariés – et ceux-ci ne peuvent se libérer qu'en brisant son règne. Le gouvernement provisoire de 1848, qui prétendait régler le « malentendu » de la lutte des classes sans s'attaquer au capitalisme, dut se mettre au service de la bourgeoisie pour écraser la classe ouvrière. Comme Marx le nota dans son ouvrage « *Les luttes de classe en France* », la défaite de juin 1848 permit au mouvement ouvrier français de devenir « indépendant, luttant pour ses propres intérêts de classe »

Estimant avoir les mains libres pour restaurer « l'ordre », le gouvernement s'attaque aux ateliers nationaux, symboles des tentatives d'amélioration du sort ouvrier et d'interventions de l'Etat dans l'économie. Le 21 juin, l'Assemblée vote leur fermeture et l'enrôlement obligatoire des jeunes chômeurs dans l'armée. La réaction de la classe ouvrière est immédiate. Le 23 juin, Paris se couvre de barricades. Pendant trois jours de combats désespérés, les travailleurs parisiens résistent aux troupes du général Cavaignac. Le 26 juin, les dernières barricades sont brisées. 4000 ouvriers meurent pendant les affrontements qui suivent, par une vague de répression sanglante : 1500 insurgés sont exécutés sans jugement ; plus de 10 000 sont condamnés à la déportation.

Débarrassée de la « menace rouge », l'Assemblée Constituante démet le gouvernement, trop républicain à son goût, et remet provisoirement les pleins pouvoirs au général Cavaignac, « héros » des journées de juin. Mais les élections présidentielles du 10 décembre marquent le triomphe de Louis-Napoléon Bonaparte, neveu de Napoléon I^{er}, candidat conservateur soutenu par la masse des bourgeois et, surtout, des paysans, alors que la plupart des dirigeants socialistes ou républicains avancés sont en prison ou exil. Le règne du « parti de l'ordre » commence, accompagné de l'abolition de toutes les mesures sociales adoptées en 1848 et de la restriction du suffrage universel par une obligation de résidence, ce qui exclut beaucoup d'ouvriers, forcés de déménager.

Luttes de femmes, femmes de luttes !

*Le suffrage universel portant mal son nom, car réservé aux hommes, un mouvement féminin « quarante-huitard » vit aussi le jour. La 1^{ère} revendication des femmes en lutte devint naturellement l'extension des principes républicains des citoyens aux citoyennes. Droit de vote, mais aussi droit au travail ! Parmi les « femmes de 1848 » comme elles se nommèrent, Eugénie Niboyet, qui, suite aux lois de liberté de la presse, crée le journal « *La voix des femmes* », Désirée Gray qui envoie au Gouvernement provisoire une pétition réclamant travail et secours pour les femmes ou encore Jeanne Deroin qui devient une figure du féminisme. Les femmes obtiennent un atelier national spécifique, notamment grâce à l'acharnement de Désiré Gray, pour l'instruction, le travail et pour améliorer leur quotidien, engoncé entre leurs « devoirs de mères », d'épouses et d'ouvrières surexploitées car sans statuts. Niboyet, Gray et Deroin animeront sans relâches des cours et conférences, dans une volonté naissante d'émancipation. « *La voix des femmes* » ira même jusqu'à proposer la candidature à l'Assemblée Nationale de l'illustre écrivaine et républicaine Georges Sand... « Sand est puissante et n'effraie personne, c'est elle qu'il faut appeler par le vœu de toutes au vote de tous ». Mais elle refusa.*

*Malgré la disparition précoce des journaux féministes, les femmes s'exprimeront dans des clubs mixtes avec vigueur, mais les freins des « antiféministes » les feront renoncer, pour n'effrayer « ni les pères ni les maris »... Quelques femmes peupleront les barricades, seront incarcérées ou même tuées lors de la répression sanglante de la contre-révolution, malgré le peu de considération à l'époque. Le mouvement féministe embryonnaire se déchira dans le marasme ; Eugénie Niboyet, isolée, quittera Paris, Désirée Gray et Jeanne Deroin fonderont « *L'opinion des femmes* » (1848-1849), s'attirant le soutien de socialistes tel Jean Macé, avant d'être aussi touchées par les restrictions de la presse. Le siphon contre-révolutionnaire emportera les dernières velléités d'égalité, de citoyenneté et d'exigence sociale du ferment féministe. Il faudra attendre près d'un siècle pour que les femmes puissent voter. Et davantage pour que le féminisme se reconstitue comme force militante. Seule une effigie restera de 48 : Marianne*



Caricature de Georges Sand

Une lutte de femmes à faire perdurer en se mobilisant le 8 mars prochain !